

DOSSIER HERCULE C'EST LA MÊME CHANSON...

Le 10 février, le personnel s'est encore fortement mobilisé pour la défense du secteur de l'énergie, contre Hercule et contre le plan CLAMADIEU. Au même moment le président LEVY, puis le ministre de l'Économie et des Finances étaient auditionnés par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Aux interrogations des députés, chacun a porté des discours se voulant rassurants, offensifs sur certains points et plein de bonnes intentions. Ces auditions ont conforté nos craintes.

L'ARENH SEULE RAISON ?

Le premier enjeu de la réforme est, selon le président LEVY, de mettre fin au « poison » de l'ARENH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique), qui a creusé la dette d'EDF depuis dix ans, afin de répondre au « mur » d'investissement auquel doit faire face le Groupe EDF.

FO condamne la loi NOME qui a instauré l'ARENH et ne cesse de dénoncer ce dispositif ainsi que la libéralisation du marché intérieur de l'électricité. Faire croire que la négociation actuelle sur l'ARENH, entre le gouvernement et la Commission européenne, associée à Hercule suffiront à résoudre les besoins de financement du Service public est **un raccourci grossier**.

D'OÙ VIENT LA DETTE ?

FO rappelle que la dette financière d'EDF a été largement creusée par des décisions des pouvoirs publics ou celles des dirigeants de l'entreprise, décisions contestées par le personnel.

Des dividendes versés à l'état, aux investissements catastrophiques à l'étranger, en passant par le rachat d'Areva NP et le financement d'HPC ou encore le coût du Tartam, sont de nombreux éléments, pour FO, qui ont contribué à la dette.

Il nous apparaît donc que **résumer la dette au dispositif de l'Arenh pour justifier le démantèlement d'EDF est quelque peu simpliste...**

UN EXEMPLE PARMIS TANT D'AUTRES...

Le ministre, lors de son audition, a répondu également à une question portant sur le plan CLAMADIEU qui a mis à jour l'impuissance de l'État face aux volontés des actionnaires. Ces propos ont confirmé que **la possibilité d'interagir du gouvernement dans des opérations telles que des OPA est extrêmement limité voir nulle**. Le pouvoir des actionnaires est beaucoup plus important que celui de l'État, même si comme le dit lui-même le ministre : « *Il y a un enjeu en termes d'emplois, et cet enjeu est encore plus sensible quand nous avons une crise économique de cette ampleur* ».

L'exemple de ce qu'est devenu Gaz de France et ce à quoi est confronté Engie aujourd'hui est tristement révélateur, alors même qu'en 2004 le gouvernement en place indiquait : « *Le gouvernement de la France veut que l'État conserve la majorité des parts de cette grande entreprise* ». Cela donne aux engagements du Président LEVY et du Gouvernement une valeur somme toute relative...

« C'est clair, c'est simple, et c'est précis ! »*, on nous l'a déjà servi, ce menu nous n'en voulons pas !

*Propos de Nicolas SARKOZY en 2004 : « *Je vais prendre des engagements très clairs. Il n'y aura pas de privatisation d'EDF ou de Gaz de France. C'est clair, c'est simple et c'est précis.* »





HERCULE, MIRACLE OU MIRAGE ?

Selon le Président LEVY, comme l'ont fait la ministre POMPILI et le ministre LE MAIRE, Hercule sauvera EDF et ne remettra pas en cause le Groupe intégré tel qu'il existe alors que cette réforme sépare le Groupe en trois entités distinctes... Pas de soucis à vous faire donc ! L'entrée d'actionnaires privés sera limitée et n'aura aucune incidence sur le Statut du personnel, sur l'emploi statutaire et les missions de Service public ! Croix de bois, croix de fer, rien ne changera, Hercule renforcera même EDF !

FO n'est pas dupe de cette stratégie et ne croit pas au miracle. Ce projet mortifère, à terme, aurait **des conséquences inéluctables identiques à celles auxquelles a été confronté le personnel de Gaz de France depuis 2004**. Celles et ceux qui affirment le contraire mentent effrontément ou sont simplement d'une naïveté hébétée.

Les éléments de langage utilisés n'ont pas varié et s'apparentent à **un exercice de persuasion proche de la manipulation**. Le personnel n'étant pas une marionnette saura les apprécier à leurs justes valeurs !

D'AUTRES SOLUTIONS POSSIBLES

La ministre POMPILI avait abordé un plan B : *« Sur la question de la nationalisation : les modalités de savoir si on fait une nationalisation ou pas ne sont pas encore définies. On fera en fonction de l'issue des négociations. On ne ferme aucune piste. »*

Pour FO Énergie et Mines, dès maintenant, un plan B doit voir le jour, et cela passe par le retrait du projet Hercule !

Il est temps d'une part de faire un bilan de la libéralisation du marché de l'énergie et d'autre part d'ouvrir un réel dialogue pour pouvoir aborder l'avenir d'une manière différente que celle consistant à répondre à des enjeux financiers.

Pour FO, la **NATIONALISATION** du **Groupe EDF** est **LA SEULE SOLUTION ACCEPTABLE**, en lui donnant un statut d'EPIC lui permettant de faire face aux investissements colossaux que nécessite la décarbonation de l'énergie pour lutter contre le réchauffement climatique.

La nation a besoin d'un outil Énergie pour investir dans les ENR, la filière hydrogène et le renouvellement des sources décarbonées.

L'indépendance énergétique de la France, la sécurité d'approvisionnement en électricité pour l'ensemble du pays et de nos concitoyens, la péréquation tarifaire pour l'électricité ne sont pas des concepts, mais sont **des valeurs républicaines d'égalité, de solidarité et d'unité nationale**.

FO remercie et félicite le personnel qui s'est une nouvelle fois mobilisé pour défendre des valeurs qui sont aux antipodes de celles du projet Hercule ou du plan Clamadieu.